



0052

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT 01 JUL 2024, en
 N°/AONR/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2024 du
 procédure d'urgence, pour le Contrôle technique, géotechnique et la surveillance des
 travaux de bitumage de la route Mampang – Angossas, d'un linéaire total de 30 km, dans
 le Département du Haut – Nyong, Région de l'Est.

Financement : Budget d'Investissement Public du MINTP, Exercices 2024 et Suivants.

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Restreint pour la réalisation de l'opération sus-indiquée:

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le présent Appel d'Offres a pour objet le contrôle technique, géotechnique et la surveillance des travaux de bitumage de la route Mampang – Angossas, d'un linéaire total de 30 km, dans le Département du Haut – Nyong, Région de l'Est.

2. Allotissement

Les prestations sont constituées en un (01) lot unique présenté comme suit :

N° lot	Région	Tronçon	Linéaires (km)	Coût prévisionnel Contrôle en FCFA (TTC)	Délai (mois)	Type d'intervention
Lot unique	EST	Mampang – Angossas	30,00	504 918 975	Délai prestations : 13 Délai de garantie : 12	Contrôle technique, géotechnique et surveillance des travaux de bitumage
TOTAL GENERAL			30,00	504 918 975	25	

3. Consistance des prestations

Les prestations à réaliser dans le cadre du Marché sont dévolues en cinq (05) missions :

- Mission 1 : Direction de l'exécution des travaux (DET)
- Mission 2 : Ordonnancement, le pilotage et la coordination des chantiers (OPC)
- Mission 3 : Assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie (AOR)
- Mission 4 : Contrôle géotechnique de l'exécution des travaux
- Mission 5 : Assistance géotechnique aux opérations de réception

Lesdites prestations sont définies de manière plus détaillée dans les Termes de Références.

4. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions à tous les Bureaux d'Etudes Techniques et Cabinets du sous-secteur d'activité « Routes », installés au Cameroun, de Catégories A et B suivant le communiqué N° 0006/C/MINMAP/CCE-BTP du 24 novembre 2023 joint au DAO conformément.

Il s'agit de :

N°	Bureaux d'Etudes Techniques et Cabinets
01	BEC LA ROUTIERE
02	BETA CONSULT
03	BRETCAM SARL
04	CADEK SARL

N°	Bureaux d'Etudes Techniques et Cabinets
05	CREA CONSULT
06	ECTA BTP
07	EGIS CAMEROUN
08	INTEGC
09	LE COMPETING
10	MAETUR
11	SGS CAMEROUN SA
12	BETAS AS
13	CERBAT
14	DIDON CONSEILS SARL
15	SETEC INGENIERIE
16	SOREPS

N.B : Toutefois, ceux des Bureaux d'Etudes Techniques et Cabinets ne figurant pas sur cette liste peuvent faire acte de candidature à condition de produire leur attestation de catégorisation de même classe dûment signée du Ministre Chargé des Marchés Publics.

5. Financement et Montant prévisionnel

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget d'Investissement Public du MINTP, Exercices 2024 et Suivants. Le coût prévisionnel toutes taxes comprises est de cinq cent quatre millions neuf cent dix-huit mille neuf cent soixante-quinze (504 918 975) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

6. Délai d'exécution des prestations

Le délai global d'exécution des prestations est de vingt-cinq (25) mois, soit treize (13) mois pour la réalisation des prestations et douze (12) mois pour la période de garantie. Ce délai comprend les périodes de pluies ainsi que toutes les intempéries et sujétions diverses et court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

7. Cautionnement provisoire (garantie de soumission)

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par une banque ou une compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics (voir liste pièce 9.1 du DAO). Le montant en FCFA de ladite garantie est égal à dix millions (10 000 000) de FCFA.

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la décision d'attribution, pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Les chèques bancaires même certifiés ne sont pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est « exclusivement en ligne ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Consultation du dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2ième étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux

du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, à la Direction des Investissements Routiers, Tél. : 222 23 26 06 et 222 21 79 20) au Ministère des Travaux Publics et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de deux cent mille (200 000) Francs CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boite postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant de l'entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

11. Présentation des offres

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 019 AOÛT 2024 à 11 heures.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra parvenir sous pli fermé accompagné du récépissé de dépôt des offres en ligne, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 019 AOÛT 2024 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

052 « APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT **01 JUL 2024**, en
procédure d'urgence, pour le Contrôle technique, géotechnique et la surveillance des
travaux de bitumage de la route Mampang – Angossas, d'un linéaire total de 30 km, dans
le Département du Haut – Nyong, Région de l'Est.

Financement : Budget d'Investissement Public du MINTP, Exercices 2024 et Suivants.

13. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des offres

L'ouverture des offres se fera en deux temps.

L'ouverture des offres passée uniquement en ligne aura lieu le 09 AOÛT 2024 dès 12 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux Construction et de Réhabilitation des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.

A l'issue de l'examen des pièces administratives et de l'évaluation des offres techniques, l'ouverture des offres financières sera effectuée dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires dont le dossier administratif est conforme et ayant obtenu une note technique égale ou supérieure à quatre-vingt (80) points sur cent (100).

15. Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères Éliminatoires

a) Dossier administratif incomplet pour :

- Absence ou non-conformité de l'original du cautionnement provisoire à l'ouverture des plis ;
- Absence après le délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception du cautionnement provisoire.

N.B : les pièces administratives doivent être datées de moins de trois (03) mois à la date initiale de dépôt des offres.

b) Offre technique incomplète pour absence ou non-conformité de l'un des éléments/d'une des conditions ci-après :

- Un Chef de mission remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO ;
- La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes établie par le Ministère chargé des Marchés Publics;
- L'attestation de catégorisation de même catégorie pour les BET et Cabinets ne figurant pas dans la liste jointe au DAO et délivrée par le Ministre chargé des Marchés Publics ;
- Une Note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) cohérente avec les travaux à exécuter ;
- Absence d'une capacité financière, capacité de financement (Ligne de crédit disponible) délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en

charge des Finances d'au moins cent cinquante un millions (151 000 000) de Francs CFA.

➤ N'avoir pas obtenu une note technique supérieure ou égale à 80/100.

c) **Offre financière incomplète pour absence ou non-conformité de l'une des pièces ci-après :**

- La soumission datée, signée et timbrée (voir modèle pièce 7.A) ;
- Le bordereau des Prix Unitaires (BPU) (voir modèle pièce 7.I) paraphé à toutes les pages, daté et signé à la dernière page;
- Le détail quantitatif estimatif avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises (voir modèle pièce 7.J) paraphé à toutes les pages, daté et signé à la dernière page;
- Les sous détails des prix (voir modèle pièce 7.K) paraphé à toutes les pages.

d) **Omission dans l'Offre financière d'un prix unitaire quantifié ;**

e) **Fausse déclaration, pièce falsifiée ou non authentique ;**

f) **Absence de la copie de sauvegarde.**

15.2. Critères essentiels

15.2.1 Offre technique

Les offres techniques seront notées suivant les critères essentiels ci-après:

- a- Qualification et expérience des experts affectés à l'opération (**sur 98 points**) ;
- b- Attestation et rapport illustré de visité de site (**sur 02 points**).

Le score technique minimum requis est de 80/100

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté un document de mise en disponibilité sera considéré comme non valable.

15.2.2 Offre financière

Seules les offres financières des soumissionnaires, dont les offres auront été déclarées recevables à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives et de l'évaluation technique et dont les offres financières témoins scellées contenues dans l'enveloppe C auront été transmises tel qu'indiqué ci-dessus, seront évaluées et notées, en fonction des critères ci-après:

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM= Note financière relative au montant évalué de l'offre financière du soumissionnaire ;

MMd= Montant évalué de l'offre la moins-disante;

MS = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(80 \times \text{Note Technique}) + (20 \times \text{Note Financière})] / 100$$

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la mieux-disante, c'est-à-dire celle ayant obtenu la note finale la plus élevée et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sise dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210 ou en

ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

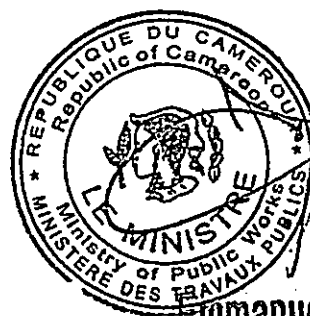
19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

20. Lutte contre la corruption

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

Yaoundé, le 01 JUIL 2024



Emmanuel NGANOU D.



No. 0052 LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
in emergency procedure for the technical and geotechnical control as well as the
supervision of pavement works on the Mampang-Angossas road, 30 km long, in the
Haut-Nyong Division, East Region. 01 JUL 2024

Financing: MINTP Public Investment Budget, Financial Year 2024 et seq.

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Republic of Cameroon, a Limited National Call for Tenders for the execution of the above-mentioned works.

1. Purpose of the Call for Tenders

This Call for Tenders concerns the technical and geotechnical control as well as the supervision of pavement works on the Mampang – Angossas road, 30 km long, in the Haut-Nyong Division, East Region.

2. Allotment

The works shall be tendered for in a single (1) lot as follows:

No. of lot	Region	Road section	Length (km)	Estimated cost for the control in CFAF (inclusive of taxes)	Time frame (months)	Type of intervention
Single lot	EAST	Mampang – Angossas	30.00	504,918,975	Delivery time: 13 Warranty period: 12	Technical and geotechnical control as well as supervision of pavement works
GRAND TOTAL			30.00	504,918,975	25	

3. Scope of Services

The services to be provided under this Contract are divided into five (5) missions:

- Mission 1: Works Execution Management
- Mission 2: Scheduling, Piloting and Coordination of Work Sites;
- Mission 3: Providing assistance to acceptance operations and during the guarantee period.
- Mission 4: Geotechnical control of works execution
- Mission 5: Geotechnical assistance during acceptance operations

The overall execution time frame shall be thirteen (13) months.

The services to be provided are clearly defined in the Terms of Reference.

4. Eligibility

Participation is open on equal terms to all Technical Consulting Firms and any consultants in the “Roads” sub-sector of activity, established in Cameroon, ranged in Categories A and B according to Release No. 0006/C/MINMAP/CCE-BTP, of 24 November 2023 attached to the Tender Documents.

These include:

No.	Technical Consulting Firms and Consultants
1	BEC LA ROUTIERE
2	BETA CONSULT
3	BRETCAM SARL

No.	Technical Consulting Firms and Consultants
4	CADEK SARL
5	CREA CONSULT
6	ECTA BTP
7	EGIS CAMEROUN
8	INTEGC
9	LE COMPETING
10	MAETUR
11	SGS CAMEROUN SA
12	BETAS AS
13	CERBAT
14	DIDON CONSEILS SARL
15	SETEC INGENIERIE
16	SOREPS

Note: However, technical consulting firms and consultants not listed here may apply provided they produce their certificate of grading in the same category, duly signed by the Minister in charge of Public Contracts.

5. Financing and estimated cost

Works under this Call for Tenders shall be financed by MINTP Public Investment Budget, financial year 2024 et seq. The estimated cost including all taxes amounts to **five hundred and four million, nine hundred and eighteen thousand, nine hundred and seventy-five (504 918 975) CFA francs.**

6. Execution time frame

The overall execution time frame shall be twenty-five (25) months, **thirteen (13) months for the performance of services and twelve (12) months for the warranty period.** This period includes rainy seasons as well as all bad weather and undefined contractual obligations, and runs from the date of notification of the start-up Service Order.

7. Provisional guarantee (bid bond)

The tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days, with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts (See the list of Document 9.1 in Tender Documents). The amount in CFAF of the said guarantee is **ten millions (10,000,000) CFAF.**

Under penalty of rejection, the provisional guarantee must be the original copy and not older than three (3) months.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision. In case the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond is provided.

Bank or certified cheques are not accepted in place of the provisional guarantee.

8. Bidding method:

Bids can be submitted **"exclusively online"**. In other words, off-line bidding is not allowed for this Call for Tenders.

9. Consultation of Tender Documents

The Tender Documents may be consulted at the Department of Contracts/Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the

Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210, at the Road Investments Department, Tel.: 222 23 26 06 and 222 21 79 20) at the Ministry of Public Works and the soft copy on COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this Call for Tenders.

10. Acquisition of the Tender Documents

Tender Documents will be obtained at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of two hundred thousand (200,000) CFA francs.

Upon withdrawal of Tender Documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (P.O. Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain Tender Documents by free download on the COLEPS platform available at the addresses indicated above for the electronic version. However, on-line tendering is subject to the payment of the Tender Documents purchase fee.

11. Presentation of Tenders

The maximum sizes of above mentioned documents (Volume 1, Volume 2 and Volume 3) that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB Administrative Documents (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Offer (Volume 3);

Accepted formats include:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

Candidates shall make sure that compression software is used to possibly reduce the size of the files to be submitted.

12. Submission of tenders

The bid shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on 09 AOUT 2024 at 11 a.m.

A back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD shall be submitted in a sealed envelope, accompanied by the receipt for submission of online tender against a receipt at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210 latest on 09 AOUT 2024 at 11 a.m. It shall bear the following:

No. **052** "LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
/AONR/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2024 of 01 JUIL 2024,
in emergency procedure for the technical and geotechnical control as well as the
supervision of pavement works on the Mampang-Angossas Road, 30 km long, in the
Haut-Nyong Division, East Region.

Financing: MINTP Public Investment Budget, Financial Year 2024 et seq.

13. Tender Compliance

Tenders received after the tender submission deadline shall be rejected.

Any tender not complying with the requirements of this Call for Tenders and the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, which is valid for thirty (30) days, with effect from the expiration of the tender-validity.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the Call for Tenders launching date.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened in two stages.

09 AOUT 2024

The opening of bids submitted online only shall hold on _____ at noon, in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation of the Ministry of Public Works, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre.

Only tenderers may attend the opening session or send their representative, a person duly mandated with full knowledge of their file.

At the end of the evaluation of administrative documents and technical offers, the financial offers shall be opened under same conditions, at a date to be communicated later to bidders whose administrative documents meet the requirements, and having obtained a technical score of at least eighty (80) points out of one hundred (100).

15. Tender evaluation criteria

15.1. Eliminary criteria

a) Incomplete administrative file due to:

- Absence of the original of the provisional guarantee at the bid opening session;
- Absence, after the 48 hour-deadline extension following the opening session, of one of the documents in the administrative file with the exception of the provisional guarantee.

Note: The administrative documents must be dated at least three (03) months from the initial date of submission of offers.

b) Incomplete or non-compliant technical offer due to the absence or non-fulfilment of one of the following criteria/conditions:

- A Mission Head meeting the specific qualification and experience required under the Special Tenders Regulation;
- A formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn by the Ministry of Public contracts;
- The certificate of grading in the same category of TCFs and Consultants not included in the list attached to the Tender Documents and issued by the Minister in charge for Public Contracts;
- A methodology note (organisation, planning and understanding of the project) in line with the works to be carried out;

- Absence of a financial capacity, (available credit line) of at least **one hundred and fifty-one million (151,000,000) CFAF** issued by a first class banking institution approved by the Minister in charge of Finance.
- Not having obtained a technical score of 80/100 at least.
- c) **Incomplete financial file due to the absence or non-compliance of one the following required documents:**
 - The dated, signed and stamped bid (see sample document 7.A);
 - The Unit Price schedule (UPS) (see sample document 7.I) initialled on all pages and signed on the last page;
 - The bill of quantities and the amounts with and without VAT (see sample document 7.J), initialled on all pages, dated and signed on the last page;
 - The breakdown of prices (see sample document 7.K) initialled on all pages.
- d) **Omission of a quantified unit price in the financial offer;**
- e) **False declaration, forged or unauthentic documents;**
- f) **Absence of a backup copy.**

15.2. Essential criteria

15.2.1 Technical Offer

The technical proposals shall be evaluated according to the following essential criteria:

- a- Qualification and experience of experts assigned to the operation (out of 98 points);
- b- Attestation and documented report of the site visit (out of 2 points).

The minimum technical score shall be 80/100

Note: Any public -service employee listed among the staff who did not submit an assignment to non-active status, shall not be accepted.

15.2.2 Technical Offer

Only the financial offers of the tenderers whose offers shall have been declared compliant at the end of the analysis of administrative documents and technical proposal and whose sample financial bids contained in envelope C shall have been transmitted as indicated above, shall be evaluated according to the following criteria:

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM= Financial score relating to the assessed amount of the tenderer's financial offer;

MMd= Lowest bid assessed amount;

MS = Tenderer's assessed amount.

The technical score and financial score shall be weighted to obtain the final score N (technico-financial score) based on the following formula:

$$N = [(80 \times \text{Technical score}) + (20 \times \text{Financial score})] / 100$$

16. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender-submission deadline.

17. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder, the one that obtained the highest final score deemed substantially in conformity with the Tender Documents.

18. Further Information

Further technical information may be obtained at the Department of Contracts, Tenders Unit situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services

of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210 or on line on COLEPS platform at the addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Technical assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm.

20. Fight against corruption

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48.

Yaounde, 01 JUIL 2024



Emmanuel NGANOU D.